

Sous les pavés, la grève.

Pierre Sommermeyer

Au cours de ses conférences, en public, à la télévision ou à la radio, Daniel Cohn-Bendit s'en va racontant que, en mai 68, « nous avons perdu politiquement, heureusement, et gagné culturellement ». On pourrait en discuter les termes. Cela aurait peu d'intérêt. Il est exact qu'une victoire politique aurait amené au pouvoir ceux qui tenaient alors le haut du pavé d'un point de vue idéologique, c'est-à-dire ces marxistes-léninistes, variante innombrable d'un avant-gardisme échevelé teinté de maoïsme plus ou moins pur ou de trotskisme de diverses obédiences. Là, sans aucun doute, on l'a échappé belle. Quant à la révolution culturelle, nul doute, elle est passée, et c'est ce qui fait hurler à la fois les réactionnaires de tout poil comme ceux qui sous l'étiquette néo-libérale sont en fait les enfants aboutis du slogan : « Il est interdit d'interdire ».

Toutes ces discussions, ces diatribes, ces envolées lyriques pour ou contre ont en commun le fait qu'elles cachent ce qui a été marquant pendant ce mois-là, c'est-à-dire la grève. Mai 68 aurait pu n'être qu'un grand chahut étudiant, un moment où la parole se libérait, puis rentrer dans les rangs, comme aux États-Unis lors du « free speech movement ». Mai 68 fut plus que cela parce que la grève générale fut là.

13 mai, le début

Officiellement, le mot d'ordre de grève générale est lancé pour le 13 mai, pour seulement une journée (dans les universités, le mot d'ordre de grève a été lancé dès le 6 mai). Quand on connaît les syndicats, on peut se dire que cette annonce n'est pas anodine. D'une façon ou d'une autre, l'émotion doit être forte à la base après la « nuit des Barricades » ; une pression s'exerce sur l'appareil syndical : il est urgent de canaliser. En même temps que l'appel à la grève, une



manifestation est organisée à Paris. Elle rassemble un million de personnes selon les syndicats, 200 000 selon la police. Le lendemain, on apprend que l'usine de Sud-Aviation de Nantes est occupée par les ouvriers. C'est le début de la grève généralisée (1).

Le 15 mai, un important mouvement revendicatif est déclenché à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime). Le travail est arrêté. Dans la soirée, les 1800 salariés de DBA (Lockheed) à Beauvais se mettent en grève. La police elle-même entre dans la danse (2).

Le 16 mai dans la matinée, les 1200 salariés d'UNELEC, Orléans, se mettent en grève; le mouvement gagne l'usine Renault de Flins et d'autres entreprises. L'usine de Cléon est occupée. Dans l'après midi, première grève SNCF à Baban (Rhône).

La semaine du 20 au 26 mai correspond à un moment où la crise bat son plein. En effet, on estime que le 20 mai le nombre de grévistes atteint 10 millions.

On pourrait remplir des pages et des pages avec l'énumération des entreprises qui s'arrêtent (3).

1. ICO, *La Grève généralisée*, Cahiers Spartacus, mai 2007, 110 pages, 10 euros.

2. M. Monate, secrétaire général de la FASP, syndicat de policiers, déclare: «J'ai presque reçu mandat hier, au cours d'une assemblée générale, de déclencher la grève de la police pour protester contre l'attitude du Premier ministre.»

3. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de Rennes, 2007, 370 p., 22 euros.

4. Cf. ICO, *op. cit.*, p. 37.

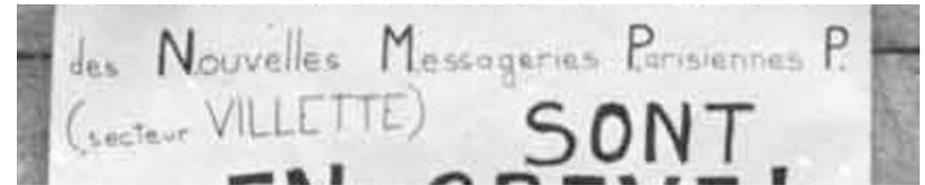
L'occupation

Ce qui est important alors ce sont les formes que prend cette grève. D'abord, elle est spontanée. Nul mot d'ordre général, les syndicats courent après leurs troupes. Dès le week-end du 18-19 mai, des comités de grève intersyndicaux sont formés. Il faut donner du sérieux à ce qui se passe. À la base, il n'y a pour l'instant pas de revendications précises: «Nous en avons assez!» (4). C'est le ras-le-bol généralisé qui prend la parole. L'action estudiantine semble avoir ouvert les vannes: même dans les usines, on ose parler. Cette soudaineté de la grève a pour corollaire l'occupation des locaux. Les ouvriers de Sud-Aviation de Nantes ont soudé les portes de l'usine. Le 17 mai, ce sont leurs collègues des Mureaux qui occupent leur usine. Les ouvriers de Rhodiaceta à Besançon en font autant. Cette façon de faire n'est pas l'apanage des seuls ouvriers. À Saclay, au CEA (Commissariat à l'énergie atomique), les employés, ingénieurs, chercheurs, thésards, comme les ouvriers d'entretien ou les femmes de ménage, occupent les locaux. 83 % du personnel est là en permanence.

Le 18 mai, les Renseignements généraux chiffrent à plus d'une centaine le nombre d'usines occupées. Le 20 mai, ce comptage n'est plus possible. L'occupation est la norme.

La séquestration

Le second point caractéristique de cette grève est la séquestration des directions d'établissement. Dès le 14, les ouvriers de Sud-Aviation enferment leur directeur.



Le lendemain, à Renault-Cléon, parce que la direction refuse de recevoir les délégués du personnel, elle est «consignée dans ses bureaux». Cela va continuer ainsi à la Compagnie des piles industrielles, à Elbeuf; dans la même ville, la direction des usines Kléber-Colombes est séquestrée comme au Havre ou près de Rouen. Le respect de la hiérarchie n'est plus de mise. Un pas plus loin est franchi par la CSF (5) à Brest (6). Le personnel met en place des «tribunaux ouvriers» qui jugent les cadres incompetents dans leur travail et leur rapport avec leurs subordonnés (7). Si la CGT tente dès le 20 mai de mettre un terme à cette pratique, elle n'est pas suivie dans les faits. Les conflits avec l'encadrement sont trop anciens pour disparaître sur un ordre donné d'en haut. On n'est pas là face à une violence armée mais face à une détermination qui produit sa propre légitimité au fur et à mesure de ses besoins. À Paris, à l'imprimerie Lang, dans le XIX^e arrondissement, les cadres sont dès leur arrivée au travail dirigés vers une pièce; là, on les informe de la déclaration de la grève et on les renvoie chez eux.

L'autogestion

Le pas suivant va être franchi naturellement. Après l'occupation, «l'usine est à nous», après la séquestration, «la hiérarchie on s'en fout», il y a évidemment l'appropriation collective des moyens de production. C'est là la partie la plus intéressante du printemps français et qui va donc être la plus occultée pour des

raisons bien compréhensibles: attention aux «mauvais» exemples!

La première chose à découvrir quand on occupe son lieu de travail, c'est que tout d'un coup on a le temps de parler, de discuter. Comme il n'y a plus d'horaires à respecter on n'est plus pressé d'aller à droite ou à gauche. On parle avec ceux qui viennent mais aussi on parle entre occupants; et l'usine ou l'entreprise devient rapidement le sujet de discussion. Dans un premier temps, ce sont les dénonciations des rythmes du travail qui se trouvent au centre des débats. À l'usine Hispano-Suiza (Bois-Colombes), un cahier de revendications a été rédigé. Toute une partie porte sur la façon dont le chronométrage effectué sur les postes de travail arrivait à être truqué afin de pousser les cadences. De ce point précis à l'autogestion, il n'y a qu'un pas. Il est difficile de savoir s'il sera réellement franchi et sous quelle forme. Ce qui est sûr, c'est que d'une façon ou d'une autre le terme d'autogestion est dans l'air même s'il n'est pas revendiqué.

À l'usine CSF de Brest, des commissions ouvrières sont mises en place. Chez Massey-Ferguson (Lille), les ouvriers envisagent de travailler pour faire montre de leur savoir-faire.

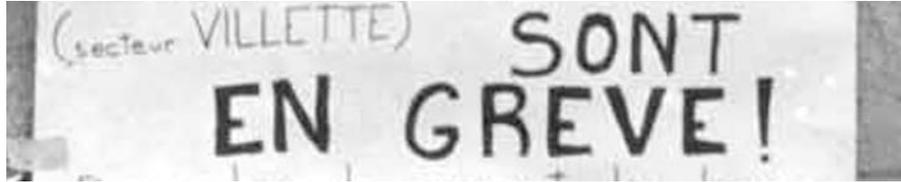
À la centrale EDF de Cheviré, la décision est prise de continuer à fournir de l'électricité, mais à basse fréquence,

5. Compagnie générale de télégraphie sans fil.

6. G. Dreyfus-Armand et al., *Les années 68. Le temps de la contestation*, Éditions Complexe, IHTP, CNRS, 2000, 525 p., 11 euros.

7. Cf. ICO, *op. cit.*, p. 63.

pour ne pas pénaliser les ménages ou les hôpitaux mais pour empêcher les machines de tourner. De fait, le comité élu détenait l'autorité dans toute la centrale. Un militant déclarait alors :



« Nous voulons montrer notre capacité et donc notre droit à gérer les moyens de production que nous utilisons. La preuve est faite. » (8)

À Saclay, au CEA, le temps est entièrement occupé par des discussions portant sur sa réorganisation. À chaque échelon du commissariat, un conseil d'unité est élu à raison d'un délégué pour dix personnes, conseil récusable à tout instant. Rapidement, des conflits naissent entre ces conseils de base, souvent récupérés par les chefs de service, le conseil national dirigé par un représentant du gouvernement, le comité de grève et le syndicat. Dès la fin de la grève, la confusion semble s'être installée.

Aux Assurances générales de France, deuxième compagnie d'assurance, nationalisée, une infime minorité d'employés pose en termes brutaux, trois jours avant le début de la grève, dans un tract, la question de la gestion : destitution de tout l'encadrement, hiérarchie des salaires abolie, gestion autonome par tous ceux qui y travaillent et, pour terminer, la liste d'un groupe de volontaires pour assurer la garde de

8. *Ibidem*, p. 68.

9. *Ibidem*, p. 58.

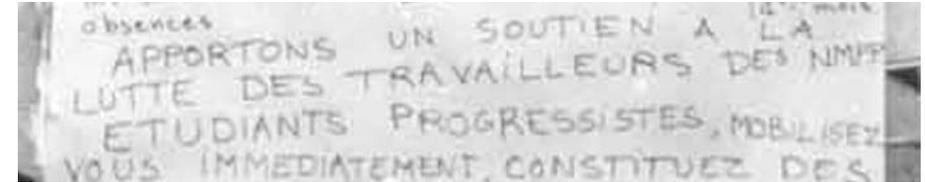
10. *Ibidem*, p. 70.

l'entreprise, jour et nuit. Le 20 mai, premier jour de grève, un nouveau tract déclare : « La grève est dépassée, il faut tout remettre en route par et pour nous-mêmes. » (9)

Pour les auteurs de *La Grève généralisée*, Nantes est de toutes les villes de France celle où la gestion syndicale aura été le plus loin. Dès le départ, la municipalité nantaise joue le jeu. Elle met un certain nombre de moyens à la disposition du comité de grève, comme des cars pour permettre le transport des grévistes. Le comité met en place une distribution de produits alimentaires pour les familles les plus démunies par le biais de bons d'alimentation à dépenser dans des magasins qui ont reçu l'autorisation d'ouvrir. Il ne s'agit que de petites enseignes. Elles portent à leur entrée une affiche signée par les syndicats les autorisant à ouvrir leurs portes à condition de pratiquer des prix normaux. Le *Figaro* du 30 mai 1968 parle de « nouveaux inspecteurs » syndicalistes qui font des contrôles après les services officiels. Trois associations familiales ouvrières prennent contact avec les syndicats paysans pour mettre sur pied un réseau d'acheminement de la nourriture. Le *Figaro*, toujours, précise que le comité de grève s'est installé à la mairie et prend le relais de l'administration défaillante (10). Il semble, selon *les Cahiers de Mai*, que des comités de quartier plus efficaces se soient mis en place et concurrencent le comité de grève.

À Marseille, au sein de la Seratel, fabrique d'électroménager, une cantine

autogérée est organisée pour certains grévistes nécessiteux. Elle est approvisionnée en grande partie par les forains du marché du Prado. Quarante ans après, Michèle raconte : « À la fin du



marché, les forains donnaient aux grévistes du quartier des cageots pleins des fruits et légumes qu'ils n'avaient pas vendus. Ils ne disaient pas grand-chose de précis mais ils n'étaient pas contre le mouvement. Il n'y avait pas d'organisation formelle pour aller chercher les produits. Tout était stocké ensuite dans un local d'une des entreprises, et chacun se servait. De temps en temps, il y avait une grande bouffe. » Dans une entreprise de réparation navale, les ouvriers vont aussi mettre en place un ravitaillement similaire.

Les femmes et les étrangers

Un des effets de cette période, c'est de bouleverser bien des clichés. Dans cette brèche ouverte par la parole insurgée, les ouvrières vont apparaître, faire irruption dans le domaine de la lutte traditionnellement réservé aux hommes. Xavier Vigna y consacre un chapitre dans son fort intéressant livre sur *L'insubordination ouvrière dans les années 68* (11). Voici quelques données : à Lorient, dans une usine d'habillement, c'est la grève à 100 %. Les filles de cet établissement ont fait débrayer les usines à l'entour. C'est le responsable CGT du coin qui rapporte cela, il ajoute : « Elles ont été formidables pendant la grève ». Il a quand même fallu appeler le secrétaire CGT de l'union départementale pour

leur faire reprendre le travail. Elles n'étaient pas d'accord sur les propositions de la direction qui avaient été négociées avec les « hommes du syndicat ». On voit que l'idée d'avoir « les

femmes avec nous » mais « à leur place » est encore forte à cette époque. Ce qui se passe dans une usine de confection, Maniglier, près de Lille, le confirme bien. Le personnel est en grève malgré la violence de l'intervention patronale. La majorité des gens qui y travaille est formée de femmes et de très jeunes filles. Rapidement, l'occupation est décidée et, en conséquence, un roulement de garde est mis en place. Les femmes dans la journée et les hommes la nuit. Elles doivent rentrer chez elles, elles n'ont pas le droit de découcher. La direction de l'usine Peugeot de Vesoul, devant la visite de jeunes femmes aux grévistes, dénoncera « un réfectoire transformé en maison close ». L'auteur met bien en lumière ce partage des tâches : les hommes décident et les femmes exécutent. À voir aujourd'hui en tête des manifestations lycéennes et étudiantes toutes ces jeunes filles et femmes, on peut apprécier à quel point les choses ont changé. De ce point de vue, Mai 68 marque une rupture non consentie dans le comportement traditionnel masculin.

Les étrangers sont, comme les femmes, des suspects *a priori*. Il semble qu'il y ait eu au début de la grève un

11. Le chroniqueur de *Libération*, Gérard Lefort, remarquait fort à propos qu'il y avait très peu de photos de Mai 68 comportant des femmes, et que les rares existantes avaient même été « iconifiées ».



Photo Rolf Dupuy

retour au pays de nombre de Portugais ou de travailleurs saisonniers espagnols. Il est difficile de savoir exactement la part que les travailleurs immigrés ont pris à la grève. Quelques points cependant montrent leur présence significative. Il s'agit d'abord de l'existence de tracts rédigés en portugais ou en espagnol. Un rapport des Renseignements généraux note l'influence de militants anarchistes et trotskystes espagnols auprès d'étudiants et professeurs de la Sorbonne... Dans la région parisienne, deux comités de liaison ou d'action de travailleurs étrangers ont été mis sur pied. Il semble qu'à Renault-Billancourt, comme chez Citroën, les étrangers qui sont réfugiés en France pour des raisons politiques prennent toute leur place dans la lutte. Quand le 13 mai au matin le piquet de grève est délogé par la police, on trouve parmi les 78 grévistes présents neuf étrangers dont sept Algériens, un Marocain et un Tunisien, tous nés entre 1940 et 1949 (12). D'autre part, la police va expulser entre le 24 mai et le 20 juin 183 étrangers de 37 nationalités différentes (13).

Les syndicats, les ouvriers et la grève

Les organisations « ouvrières » tentent dès le début de canaliser le mouvement. Il s'agit de transformer ce qui pourrait apparaître comme une insurrection en un mouvement de revendications que l'on pourra négocier. Même si la grève est décidée par la base en dehors des mots d'ordre officiels, les comités de grève vont partout être placés sous le contrôle des responsables syndicaux. Simultanément, des contacts sont pris « en haut », ce qui amène à commencer les négociations le 25 mai, c'est-à-dire un peu plus d'une semaine après le début du mouvement. Mais, une fois les accords de Grenelle

signés, il faudra presque trois semaines pour que les grèves se terminent. Cela montre à la fois la force et la faiblesse du mouvement syndical. La reprise du travail ne se fera pas sans mal dans un certain nombre d'entreprises, montrant que malgré leur emprise les syndicats ne contrôlent pas tout.

Le 7 juin, il faut l'intervention musclée des CRS pour empêcher la réoccupation de l'usine de Renault-Flins. Plus de deux cents personnes, surtout des jeunes, sont arrêtées et dirigées sur Paris. Les affrontements qui rassemblent ouvriers et étudiants autour de l'usine face aux forces de l'ordre vont durer jusqu'au lundi suivant. Il y aura un mort, Gilles Tautin, qui avait sauté dans la Seine pour échapper aux charges policières. Le 11 juin, un scénario similaire a lieu aux usines Peugeot à Sochaux. La direction a demandé l'intervention de la police. Les CRS investissent les bâtiments et s'affrontent avec les ouvriers. Un site sur la Toile (14), consacré à l'apologie des CRS, décrit ainsi ce qui se passe alors : « Apparemment, sans mot d'ordre ni consigne particulière, une masse de 4000 ouvriers se porte spontanément aux portes de l'usine et engage des actions extrêmement violentes contre les forces de l'ordre. Malgré les tentatives d'apaisement de personnalités politiques et syndicales, ces échauffourées dégénèrent en émeutes qui gagnent toute la ville de Montbéliard. Finalement, dans la soirée, un protocole d'accord qui met fin aux émeutes est signé entre les syndicalistes et dirigeants politiques, d'une part, et représentants de la direction des usines et de la préfecture, d'autre part. Le retrait de toutes les forces de l'ordre a été exigé. Le bilan des émeutes est très lourd : un mort (M. Beylot, 24 ans, tué par balle), 200 blessés, dont une vingtaine hospitalisés, 10 véhicules incendiés ou endommagés. »

La même source rappelle qu'un autre gréviste, Henri Blanchet, 49 ans, tombé alors qu'il fuyait devant les forces de l'ordre et hospitalisé avec une fracture du crâne, est mort le lendemain.

Cette répression est à l'image de la peur qui régna dans les sphères du pouvoir politique et économique. Pendant un peu plus d'une semaine le pouvoir a vacillé, a été absent parfois ; son bras armé, la police, prenant ses distances par la voix de son syndicat majoritaire. Le 29 mai, même le chef de l'État a disparu. Devant la situation qui lui échappait, Charles de Gaulle a été chercher l'appui de l'armée. Les forces ouvrières et étudiantes n'ont pas su ou pas voulu pousser leur avantage à ce moment-là. Cette peur des dirigeants n'a pas eu pour raison une quelconque violence insurrectionnelle armée. La violence des barricades s'est située plus dans le spectaculaire, dans le symbolique, dans la rupture du consensus, que dans une démarche de conquête du pouvoir. Ce qui a été effrayant pour les patrons étatiques ou privés c'est d'être confrontés au plaisir de la parole retrouvée, à la certitude du bon droit des occupations et à l'effritement de la légitimité de l'État. C'est bien tout cela que l'on nous demande d'oublier.

L'autogestion, une illusion ?

Dans ce contexte, il est plaisant de voir, dans les deux livres dont j'ai utilisé bien des extraits, leurs auteurs, sortant de leur rôle d'historiens, se poser des questions sur le sens de l'autogestion.

Dans celui de Xavier Vigna, comme dans l'article écrit sur la CSF par Vincent Portel (15), la notion d'autogestion est

12. Xavier Vigna, *op.cit.*, p. 47. Informations tirées des archives de la police.

13. *Ibidem*.

14. [http://polices.mobiles.free.fr/mai % 2068.htm](http://polices.mobiles.free.fr/mai%2068.htm)
15. Vincent Portel, « L'autogestion à la CSF », in *Les années 68* de G. Dreyfus-Armand et al.

formalisée à l'extrême. Pour Vigna, « le mot intrigue, séduit, mais n'est guère compris par les militants ». Pour Portel, « sa signification renvoie pour la majeure partie des acteurs à un imaginaire où se mêlent aspirations personnelles (être l'égal du chef d'atelier), collectives (être considéré comme responsable) et politique (refuser le capitalisme) ». Il termine son article ainsi: « De toute évidence, personne ne connaissait le sens de ce terme »; et en tire la conclusion suivante: « Ceci, dit-il, explique les limites atteintes par la démocratisation au sein de cette entreprise ». Dans le cœur de son article, V. Portel note l'existence de commissions ouvrières composées seulement d'exécutants, qui vont tenter, en se posant le problème des rendements, « d'améliorer le sort de tous les travailleurs » (16). Vigna note qu'à l'usine des Piles Leclanché, un tract est publié avec comme titre: « Les ouvriers peuvent-ils gérer leur usine? », et il ajoute



que le texte « ne comprend pas le mot autogestion ».

Il y a là une critique universitaire traditionnelle qui, au nom de son savoir, prétend imposer ses critères à une pratique sociale sans pour autant faire référence à d'autres pratiques similaires à des fins de comparaison. Il est bon de rappeler qu'en France, en dehors des souvenirs de la révolution espagnole, le terme « autogestion » fait son entrée dans le monde syndical à la fin des années

16. Extrait de *Notre combat*, journal interne de la CSF en grève.

quarante avec « l'expérience yougoslave », comme avec le monde des kibboutz en Israël, et que ce terme est popularisé pour contrebalancer la gestion étatique et totalitaire russe de l'économie. Ce mot est populaire parmi la gauche de la CFTC d'alors, qui deviendra plus tard la CFDT. D'autre part, cette critique de ces deux auteurs comporte une dimension magique. Autogestion semble rimer pour eux avec révolution, avec changement brusque, total et irréversible, et non avec un processus qui demande du temps et ne peut prendre sa place que lors de l'absence ou de la disparition du pouvoir central.

Se pose alors la question, comme aujourd'hui, de savoir ce que l'on veut autogérer. Une des entreprises où l'auto-organisation semble la plus forte est les AGF. Qu'aurait voulu dire à ce moment-là l'autogestion d'une machine fonctionnant à la fois sur la récolte

d'argent et sur la peur du lendemain, comme toute bonne assurance qui se respecte? Les années 1960 sont le moment où le mode de production capitaliste devient de plus en plus complexe. Où, en conséquence, le rôle de pouvoir s'appropriier l'usine telle qu'elle est devient une illusion. Ce n'est plus et c'est de moins en moins un endroit autonome. La multiplicité et l'interdépendance des sites de production sont devenues la norme. La pénétration technologique dans la population de notre zone euro-américaine et les idées contenues dans le

concept de décroissance sont le complément indispensable de la réalisation de l'autogestion. Cette dernière passe impérativement par une réorganisation des modes de production, donc par la destruction de ce qui fait aujourd'hui notre richesse et demain notre misère.

Pour en finir

Le mot d'ordre des mois qui viennent est simple: oublions la grève généralisée et sa répression. C'est pour cela que la machine idéologique s'est remise en marche à l'occasion de ce quarantième anniversaire. Critiquons tout ce qui fait que Mai 68 a traversé les années comme une écume mille fois renouvelée. Tout ce changement culturel qui en bout de course produit aussi bien un président qui épouse sans complexe une femme dont la nudité s'étale dans la presse people, que des idéologues néolibéraux (en fait simplement capitalistes) qui s'étonnent que certains puissent les empêcher de faire du fric alors qu'ils rappellent qu'il est interdit d'interdire. Ce sont ces mêmes héritiers de Mai 68 qui nous incitent à oublier aujourd'hui ce que l'on a pu vivre alors, espérer alors, rêver alors autre chose que ce que l'on vit aujourd'hui.

Pierre Sommermeyer



CAMARADES

LA DÉMOCRATIE DIRECTE CONQUISE
PAR LES ÉMEUTES "ÉTUDIANTES" CREVERA
TRÈS VITE SI ELLE RESTE ISOLÉE DES
TRAVAILLEURS.

MAIS ATTENTION: LA DÉMOCRATIE
OUVRIÈRE C'EST LE CONTRAIRE DES
ORGANISATIONS BUREAUCRATIQUES
EXISTANTES.

POUR DÉTRUIRE TOUS LES POUVOIRS
ÉTABLIS, TOUT LE POUVOIR AUX
CONSEILS OUVRIERS

COMITÉ ENRAGES -
INTERNATIONALE SOCIALISTE